

ÉDITORIAL

Pas de haute qualité climatique demain sans haute qualité démocratique aujourd'hui !

Jo SPIEGEL*

Le climat, un impératif catégorique

La lutte contre le changement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'amélioration de la qualité de l'air sont ce que j'appelle des impératifs catégoriques. L'action dans ce domaine s'impose en effet à notre génération d'élus, au-delà de toute autre considération. Pour une raison simple : il en va de la survie de la planète. Nous avons le devoir de garantir pour demain un horizon porteur d'espoir pour les générations futures. Faisant fi des clivages traditionnels qui transcendent nos sociétés, l'éthique de responsabilité doit nous rassembler.

Relever ce défi majeur passe par la mobilisation des territoires. C'est en effet à cette échelle du territoire vécue par les habitants, que nous sommes collectivement en capacité de mener des politiques publiques nous conduisant vers un territoire post-carbone répondant aux objectifs du facteur 4 (réduire par 4 les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050). Nouvelles formes urbaines, transports, habitat, énergie décentralisée, économie locale, biodiversité sont autant de domaines sur lesquels les territoires, les agglomérations peuvent agir de manière globale, transversale, interactive. Mais cela ne suffit pas !

Réussir ce défi majeur impose une mobilisation de tous, collectivités, entreprises, associations mais aussi et surtout l'ensemble des habitants. Car la clé de la réussite passera aussi par une évolution des comportements personnels de chacun impactant sa façon de se loger, de se déplacer, de travailler, de manger, de se divertir...

Vous comprendrez dès lors qu'il n'y aura pas de haute qualité climatique sans haute qualité démocratique, seule susceptible d'entraîner une adhésion et une implication des citoyens.

Fort de ce constat, le Plan climat énergie territorial (PCET) de l'agglomération mulhousienne initié dès 2006 a fait de la question démocratique un élément central de la démarche.

Le conseil participatif, pierre angulaire de la démarche

L'élaboration du Plan Climat Énergie Territorial s'est appuyée sur une démarche de démocratie d'élaboration construite selon la déclinaison progressive suivante :

- **Sensibiliser et informer** : plus de 35 000 habitants sensibilisés.
- **Engager le débat et la réflexion** : 5 000 personnes concernées.
- **Susciter l'implication de tous** : habitants, élus, personnel interne, communes, associations environnementales, entreprises, jeunes, scolaires, bailleurs, experts, départements, régions, ADEME...

S'écouter, échanger, cheminer ensemble, telles sont les vertus qui transcendent la démarche, avec au cœur du dispositif, le conseil participatif.

Composé d'une centaine de membres (50 représentants de la population, une dizaine d'élus référents, des associations locales, des services internes à l'agglomération, des services extérieurs, etc.), le conseil participatif a permis une fertilisation des points de vue des politiques, des habitants et des techniciens. L'idée est d'atteindre, sur chaque axe du Plan Climat, des compromis dynamiques entre acteurs, ce qui n'est pas toujours aisé.

Aujourd'hui, il poursuit son travail de participation sur le suivi et l'évaluation du projet. Par ailleurs, les habitants du conseil participatif ont vocation à devenir les « ambassadeurs du Plan Climat » au sein de leur quartier, leur association pour diffuser le plus largement possible la sensibilisation et créer ainsi un effet « boule de neige ».

Pour impliquer les habitants et les partenaires, il convient non seulement de montrer la cohérence d'un projet, d'une vision, au niveau du territoire vécu, mais il faut également garder une tension positive tout au long du processus, avec des objectifs jusqu'à 2050.

* Président délégué de Mulhouse Alsace Agglomération.

J'aime à rappeler qu'il nous reste 40 ans pour agir, soit 10 olympiades pour lesquelles, à chaque fois, il faut gravir un palier supplémentaire avec des objectifs identifiés et mesurables ; à ce jour, 103 partenaires portent plus de 300 actions sur l'ensemble du territoire.

Cette expérience passionnante, à l'instar de celle que je pratique dans ma commune sur d'autres sujets, m'a conduit à mettre en exergue les valeurs démocratiques portées par le conseil participatif.

Les valeurs démocratiques du conseil participatif

Une démocratie lente

Alors que notre société est mue par la démocratie d'opinion, changeante au gré des vents, par la dictature de l'immédiat qui oublie les grands enjeux de l'avenir, il faut résolument militer à contre-courant.

Ce qui est consubstantiel à la démocratie d'élaboration, c'est d'aller au fond des choses. C'est cheminer le temps qu'il faut et interroger ainsi tous les paramètres d'une décision publique. D'intégrer ce qui en fait la spécificité et la difficulté.

La complexité d'abord : aucun sujet abordé dans l'agir public n'est simple. Aucune réponse ne se fait par un claquement de doigts.

L'altérité ensuite : chaque jour nous perdons un peu le sens de l'autre ; l'autre qui est différent, l'autre qui est un voisin, l'autre qui est un enfant qui joue, l'autre qui est un enfant qui héritera de la planète.

Le temps long de l'agir public enfin : le développement durable, c'est de ne plus rien décider qui soit préjudiciable aux générations futures.

Il nous faut donc revendiquer une démocratie lente. C'est une démocratie qui commence par parler vrai et énoncer clairement, qui prend le temps, qui regarde loin, qui préfère envisager et construire plutôt que dévisager les choses et les hommes.

De cela, il faut retenir que **la démocratie est d'abord maturation.**

Une démocratie interactive

Quand on regarde comment se prend une décision dans l'espace public, les modèles référents sont le plus souvent ceux de la verticalité, du côtoiement ou de l'affrontement, de la vérité préétablie et de l'approche systématique. Ne faut-il pas, au contraire, favoriser le débat de plain-pied, la rencontre, la coproduction, la fécondation des points de vue, la fertilisation des regards ; c'est-à-dire une approche systémique, plus conforme à la diversité, à la réalité et à la complexité de l'agir public ?

Il me semble donc que la démocratie d'élaboration et d'implication se doit d'être interactive.

Interactive, dans les allers-retours fréquents et construits entre les élus, les habitants et tous ceux qui

peuvent apporter leur expertise. L'originalité des conseils participatifs est de faire travailler ensemble et de plain-pied les acteurs qui ont l'habitude de s'ignorer, de s'affronter ou de réfléchir dans des démarches parallèles. Des acteurs qui se côtoient sans jamais se rencontrer, pour s'écouter, dialoguer, échanger, coproduire. Le Grenelle de l'environnement fait exception à la règle. Il s'agit en réalité de travailler à une fécondation mutuelle des approches politiques, techniques et citoyennes.

Que serait en effet la commande politique sans l'expertise technique ?

Que serait le point de vue des techniciens ou des spécialistes sans le vécu et l'intuition des habitants et des usagers ?

Que serait l'envie des habitants sans une commande politique qui donne sens ?

Interactive aussi, dans l'exploration de toutes les gammes d'une grammaire démocratique aboutie. Il s'agit en effet d'explorer des gammes de plus en plus exigeantes : l'information, l'écoute, le dialogue, la participation, l'implication. Il me semble en effet que l'exigence la plus aboutie de la démocratie, c'est l'engagement, à travers l'implication personnelle ou collective.

L'expérience montre qu'il faut exceller dans chacune des gammes pour faire progresser les autres, et qu'il faut organiser un aller-retour constant entre chacune d'elles. Mieux informer pour mieux débattre, pour mieux élaborer, pour mieux s'impliquer. Et *vice-versa*.

Il s'agit là d'une des conditions de réussite d'un processus de haute qualité démocratique.

De tout cela, il faut retenir que **la démocratie est relation.**

Une démocratie édifiante

Tocqueville écrivait que « *La démocratie a toujours à voir avec la construction de la personne* ».

La démocratie d'élaboration ne peut prospérer dans la facilité. Elle revendique le grandissement de la part de tous les acteurs. En premier chef, de la part de ceux qui sont à la commande : les élus que nous sommes.

Tout commence par l'appropriation d'un rapport modeste au pouvoir. Ce n'est en effet que dans une conception humble du pouvoir que l'on peut laisser émerger la parole de l'autre. C'est dans cette quête de sens qu'émerge le « pouvoir de » au détriment du « pouvoir sur ». C'est dans ce cheminement que se réexamine le rôle de l' élu : de gestionnaire rigoureux, de grand « bâtisseur des temps modernes », il devient aussi un ouvrier du mieux vivre ensemble.

C'est dans cette approche édifiante qu'il pourra, de la même façon, solliciter des gens le meilleur d'eux-mêmes. Pourquoi sollicite-t-on en effet des gens d'être performants dans la pratique sportive, d'être productifs à l'usine, d'exceller à l'école et de se

contenter d'un minimum d'ambition quand il s'agit d'accroître les aptitudes démocratiques et citoyennes, c'est-à-dire les aptitudes au mieux vivre ensemble ?

À travers la participation et l'implication qui lui sont offertes, l'habitant consommateur devient citoyen, partie prenante du bien commun.

La démocratie d'élaboration est donc bien plus qu'une question de gouvernance. Elle est un puissant facteur de transformation sociale et personnelle.

De cela, il faut retenir que **la démocratie est construction.**

Au fond, quand on revendique de la démocratie qu'elle soit un processus de maturation, de relation et de construction, on revendique d'elle qu'elle soit **exigeante et avant tout porteuse de sens.**

C'est à l'aune de ces valeurs démocratiques, que je m'emploie à construire chaque jour notre action collective dans la lutte contre le changement climatique et l'amélioration de la qualité de l'air.

Car au fond, je ne peux concevoir mon action sans avoir le souci permanent de tirer aujourd'hui le meilleur parti de chacun pour laisser demain une terre vivable aux générations futures.



